



Annnonce de Colloque et Appel à Communications

Nouvelles formes d'agriculture :

pratiques ordinaires, débats publics et critique sociale

le 20-21 novembre 2013, à Dijon

*Institut National de la Recherche Agronomique
Département Sciences pour l'Action et le Développement*

Depuis les années 1990, avec l'apparition de mouvements sociaux (tels que la *Vía Campesina* ou le Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre au Brésil) et le déploiement de dispositifs d'action publique (notamment, en France, autour de la multifonctionnalité agricole puis du Grenelle de l'environnement), l'agriculture est mise en cause à la fois dans ses rapports à l'environnement (avec la demande de modèles d'agriculture plus durables) et dans ses rapports à la justice sociale (par exemple autour de questions relatives au travail salarié ou aux inégalités alimentaires). Ce colloque entend rouvrir un espace de réflexion sur la dimension subversive des débats sur l'agriculture, en interrogeant les « nouvelles formes d'agriculture » (agriculture durable, agro-écologie, etc.) à partir de leurs dimensions morales et politiques : de quelle manière les acteurs qui portent de nouvelles pratiques et de nouveaux modèles d'agriculture contribuent-ils à la construction de nouvelles formes de critique sociale ?

L'hypothèse de départ de cette interrogation est que la place de l'agriculture dans la société, parce qu'elle interroge à la fois des formes relatives au bien commun (la préservation de l'environnement, la traçabilité, etc.) et des revendications à l'épanouissement individuel (le *care*, l'accomplissement dans le travail, la consommation de bons produits, etc.) représente potentiellement un lieu majeur de recomposition de la critique contemporaine. A partir d'études de cas ou de controverses, il s'agira donc ici d'examiner avec un regard sociologique, ethnographique ou historique les diverses manières dont les pratiques des acteurs et les aspirations à une agriculture moins industrialisée, moins standardisée ou plus ancrée dans les territoires, font l'objet de processus de politisation – mais aussi de dépolitisation (« conventionnalisation » ou encore diffusion de représentations idéalisées de l'agriculture et du monde rural).

Les communications attendues pour nourrir cette réflexion pourront schématiquement recouvrir trois axes de débat, sans forcément s'y limiter :

Axe 1. L'agriculture comme problème public

Au fil par exemple de conflits d'usage ou de grandes controverses sanitaires (« vache folle », etc.), l'orientation de l'agriculture tend à ne plus être aujourd'hui uniquement aux mains des représentants du monde agricole. Un premier axe de réflexion concerne alors la manière dont les activités agricoles sont constituées en problème public. Les communications pourront, par exemple :

- décrire les nouveaux acteurs qui prennent part au débat public autour de la définition de ce qu'est la « bonne » agriculture (des acteurs issus des mondes de la protection de l'environnement, de la santé publique, de l'urbanisme, etc.) ;
- interroger la manière dont sont représentés les agriculteurs, l'agriculture ou « la ruralité » dans les débats publics, les médias, mais aussi les sciences sociales ;
- analyser la manière dont sont construits et circulent certains énoncés, mots d'ordre ou termes qui qualifient les nouvelles formes d'agriculture et sont aussi des enjeux de lutte, de définition ou de cadrage (agriculture « biologique », agriculture « durable », agriculture « raisonnée », agriculture « de conservation », « agriculture écologiquement intensive », « agroécologie »...);
- décrire la mise sur agenda de l'administration et la manière dont les pouvoirs publics accueillent des pratiques innovantes (quels processus de repérage ? quels relais territoriaux ? quelles formes d'aide ? etc.)

Axe 2. L'agriculture au cœur de nouvelles formes de contestation et de résistance

De l'importance prise par la référence à la paysannerie dans les mouvements sociaux contemporains (Via Campesina, Confédération paysanne, etc.) à la manière dont de nouveaux collectifs militants investissent les questions agricoles (bien-être animal, OGM, etc.), l'agriculture apparaît comme un des fronts centraux dans le déploiement de nouvelles formes d'engagement militant ou citoyen. Le deuxième axe de réflexion du colloque tente alors de cerner les liens, parfois forts mais aussi parfois ténus, qu'entretiennent les mobilisations contemporaines avec l'agriculture et le monde agricole. Les communications pourront par exemple :

- proposer des études empiriques de syndicats ou de mouvements sociaux contemporains en analysant les répertoires d'action collective ou la trajectoire des militants (notamment leurs liens éventuels avec d'autres mouvements sociaux) ;
- analyser l'émergence de réseaux alternatifs structurés (développement de circuits courts de distribution ; *food justice* et accès à l'alimentation des populations défavorisées dans les grands centres urbains ; etc.) ;
- proposer une ethnographie des réseaux plus informels qui se constituent autour de ces questions, mais aussi de questions telles que le *care*, l'aide aux agriculteurs en difficulté, l'exclusion, etc., en montrant par exemple comment des formes de politisation ou de contestation « ordinaire » se développent hors des réseaux militants.

Axe 3. La fabrique d'une nouvelle agriculture

Le troisième axe de réflexion concerne la manière dont se concrétisent, dans les pratiques professionnelles, les déplacements qu'opèrent les débats publics, les mobilisations collectives et les demandes de nouvelles formes d'agriculture. Il ne s'agit pas ici de plaider pour tel ou tel modèle censé être plus équitable ou plus durable, mais d'examiner concrètement les pratiques des acteurs, les perspectives de libération qui s'offrent à eux mais aussi les nouvelles contraintes qu'ils doivent affronter. Les contributions pourront ainsi, par exemple :

- analyser les tensions provoquées par le surgissement de nouveaux mots d'ordre et les interrogations des agriculteurs en termes de rapport au métier ;
- retracer la manière dont se diffusent dans les exploitations de nouvelles normes (telles par exemple celles relatives au « bien-être animal ») en montrant par exemple ce qu'elles permettent aux acteurs d'accomplir mais aussi quels en sont les points aveugles ;

- décrire le développement de formes d'agricultures urbaines (jardins ouvriers, chantiers d'insertion, potagers militants, cultures sur les toits des immeubles, etc.) souvent traitées en marge de l'agriculture institutionnalisée et de la profession agricole, et s'attacher par exemple à décrire qui les met en œuvre, comment elles s'institutionnalisent ou quel discours subversif elles portent ;
- s'intéresser à la transmission des savoirs professionnels en posant la question de leur émancipation par rapport au modèle diffusionniste sur lequel s'est appuyée la « modernisation » de l'agriculture : comment se reconfigurent ou pas les rapports entre expertise et savoirs locaux (notamment dans le domaine du conseil agricole) ? Comment de nouvelles formations s'organisent-elles (enseignement agricole) ? etc.

Large et ouvert à toutes les disciplines de SHS et aux disciplines connexes, avec un intérêt affirmé pour des terrains internationaux, cet appel à communication s'adresse tout particulièrement à des recherches dotées d'une solide base empirique. Le colloque se tiendra en français et en anglais selon la langue parlée par les orateurs (un support de présentation dans l'autre langue pourra être demandé).

Les propositions de communication (en français ou en anglais) sont attendues sous la forme de deux pages maximum comprenant le titre de la proposition, un résumé précis (explicitant la problématique, donnant des éléments sur le terrain et de méthodologie, et indiquant l'idée principale) et une courte bibliographie, ainsi que le(s) nom(s), rattachement(s) institutionnel(s) et coordonnées du ou des auteur(s). Ces propositions sont attendues pour le **30 mars 2013** et, ainsi que toute question complémentaire, devront être adressées à Laura Sayre (chercheuse post-doctorale INRA-SAD, UMR Cesaer) : laura.sayre@dijon.inra.fr

L'avis du comité scientifique sera transmis aux auteurs des propositions de communication début juin 2013. Les textes des communications (35 000 signes environ) sera demandés pour le 30 septembre 2013, afin de permettre aux discutants de préparer leur travail et d'anticiper la phase de publication. Celle-ci interviendra peu après le colloque.

Composition du Comité scientifique : Florent BIDAUD (Centre d'Etudes et de Prospective, Ministère de l'Agriculture), Stéphane BELLON (INRA-SAD Avignon), Jacqueline CANDAU (IRSTEA Bordeaux), Yuna CHIFFOLEAU (INRA-SAD Montpellier), Claude COMPAGNONE (AgroSup Dijon), Philippe CORCUFF (IEP Lyon), François DEDIEU (INRA SAD Champs-sur-Marne), Eric DOIDY (INRA-SAD Dijon), Lucie DUPRE (INRA-SAE2 Ivry), Philippe FLEURY (ISARA Lyon), Anahita GRISONI (EHESS-ENS Lyon), Julie GUTHMAN (University of California, Santa Cruz), Florence HELLEC (INRA-SAD Mirecourt), Roger LE GUEN (ESA Angers), Jean-Marc MEYNARD (INRA-SAD Grignon), Jérôme MICHALON (Université Saint-Etienne), Dominique PATUREL (INRA-SAD Montpellier), Nancy PELUSO (University of California, Berkeley), Justine PRIBETICH (AgroSup Dijon), François PURSEIGLE (ENSA Toulouse), Laura SAYRE (INRA-SAD Dijon), Pierre STASSART (Université de Liège Arlon), Michelle WANDER (University of Illinois Urbana-Champaign)

Colloque également soutenu par :

